

TERRE Des votations cruciales, un projet de politique agricole à relancer, une couverture sociale qui se fait désirer, un marché global tendu... Revue des chantiers qui attendent les paysans cette année.

En 2021, l'agriculture suisse devra faire face à des enjeux majeurs

S'ils sont partagés quant à la réponse à y apporter dans les urnes, les milieux agricoles s'accordent sur le fait que les deux initiatives visant à interdire les pesticides, sur lesquelles le peuple se prononcera en juin, sont le point nodal de l'année 2021. Un choix qui fixera le cadre de l'alimentation en Suisse pour les années à venir: elle se trouverait basée, en cas de double acceptation, sur une production indigène exclusivement bio, avec des paiements directs attribués uniquement aux exploitations renonçant aux phytosanitaires de synthèse et à l'acquisition de fourrages hors de l'exploitation (initiative dite «eau propre»), voire sur l'interdiction générale des denrées alimentaires dont la production a utilisé des intrants phytosanitaires de synthèse (initiative dite «Pour une Suisse sans pesticides de synthèse»). «Le consommateur peut décider lors de ses actes d'achat quelle agriculture il entend soutenir, résume Michel Darbellay, membre de la direction de l'Union suisse des paysans (USP). Mais pour nous, imposer le mode de production bio alors que sa part de marché n'est que de 11% n'est pas conforme à la réalité économique.» L'USP préfère miser sur une initiative parlementaire visant à introduire des mesures de réduction des produits phytosanitaires dans la législation, sur laquelle les Chambres fédérales se penchent actuellement. Pour le monde de la terre, l'enjeu des votations est aussi celui de son image, écornée par une campagne qui a tendance à l'accuser de tous les maux, et elle-même objet d'un intense effort de communication de l'USP. «On n'a pas seulement pour objectif un double non en juin, mais un rapprochement des consommateurs et des producteurs», affirme Francis Egger, vice-directeur de la faïtière.

Le défi du libre-échange

En filigrane de l'accord de libre-échange avec l'Indonésie, sur lequel on votera en mars, se dessine la place d'une agriculture suisse performante dans une économie globalisée. Le monde paysan a notamment fait part de ses craintes de voir le marché ouvrir grand la porte à l'importation d'huile de palme produite à bon marché dans des conditions douteuses. La Chambre suisse d'agriculture se prononcera sur l'accord le

«**Même si le peuple se prononce contre les initiatives, nous devons continuer à réduire nos intrants, à nous améliorer.**»

15 janvier et il y a de fortes chances qu'elle le soutienne, estime Francis Egger. «Concernant l'huile de palme, nous avions défini une «ligne rouge» qui a été respectée: on a obtenu l'inscription de clauses de durabilité dans l'accord, une première.» Ce ne sera vraisemblablement pas le cas concernant l'autre accord en cours, avec les pays du Mercosur, relève-t-il. Qu'il soit finalement adopté ou non, l'accord avec l'Indonésie, par les discussions initiales et la polémique sur l'huile de palme, aura eu pour effet positif de susciter une forte demande en huile de colza suisse par des consommateurs sensibilisés à la question durable, relève Michel Darbellay.

Une lacune sociale à combler

Entre autres points, le programme de politique agricole PA 2022+ présenté par le Conseil fédéral et rejeté fin 2020 par la Chambre d'agriculture (voir l'encadré ci-contre) introduisait enfin une couverture sociale pour les conjoints non-exploitants travaillant en entreprise agricole. Qui devront donc encore attendre... en tablant sur un projet plus global, explique Anne Challandes, présidente de l'Union suisse des paysannes et femmes rurales (USPF), avocate, paysanne et également vice-présidente de l'USP. «Mais la PA 2022+ ne couvrirait de toute façon pas les changements de situation, divorces et séparations. Et avec les délais transitoires et les retards prévisibles, il était peu probable d'avoir une application avant 2025. Quoi qu'il en soit, le travail fait jusque-là n'est pas perdu.»

Une campagne de sensibilisation pour l'ensemble de la problématique sera lancée en octobre, indique-t-elle, et le lobbying va continuer en ce sens. En outre, trois initiatives parlementaires sur le sujet ont été déposées, et une session des femmes

organisée par les principales faïtières féminines est prévue cet automne.

Mieux préserver le climat

Autre préoccupation d'actualité: le réchauffement climatique. Selon la direction de l'USP, l'agriculture prend ses responsabilités pour en atténuer les effets. En pratique, «on doit par exemple aller vers un soutien aux installations de biogaz, et on souhaite que le politique s'engage pour favoriser leur développement», indique Francis Egger. «Et il faut encourager la capacité de stockage du CO₂ dans les sols agricoles, par des mesures incitatives et par la recherche», ajoute Anne Challandes. Une recherche avec laquelle la collaboration est désormais excellente, souligne Michel Darbellay, et qui doit s'employer à développer de nouvelles techniques culturales et des variétés résistantes et bien adaptées.

Marché du vin sous tension

Hors du cadre d'activité de l'Union suisse des paysans, la viticulture suisse, qui fait face depuis des années à une diminution globale de la consommation, joue elle aussi gros en 2021. L'an dernier, des viticulteurs

romands ont manifesté à Berne pour réclamer des mesures leur permettant de mieux vendre leur vin, dont des quantités importantes restent en cuve. Et l'afflux sur le marché suisse de crus étrangers bénéficiant de larges aides à l'exportation n'arrange évidemment rien... La situation ne va pas vraiment s'améliorer cette année, estime Alexandre Mondoux, directeur de l'Observatoire suisse du marché des vins. «Les conséquences de la pandémie de coronavirus sur les producteurs dépendant de la restauration notamment risquent d'être lourdes!» S'il préfère ne pas se prononcer sur l'opportunité des solutions politiques réclamées par certains, l'économiste estime que la poursuite et le renforcement des efforts de vente actuels sont incontournables. «Il faut continuer de tout faire pour augmenter la consommation de vin face aux produits concurrents! Une voie à suivre pourrait être celle de profiter entre autres de la bonne santé de la grande distribution et surtout des canaux de vente comme l'e-commerce, en soignant une communication favorisée par l'excellente image qualitative des vins suisses.»

BLAISE GUIGNARD ■

QUESTIONS À...

Jérémy Forney, ethnologue, spécialisé dans le monde agricole



En rejetant le projet de politique agricole (PA) présenté par le Conseil fédéral, la Chambre suisse d'agriculture ne se prive-t-elle pas du cadre dont elle a besoin pour faire face aux défis posés?

La vision proposée par la PA des vingt dernières années, autour des paiements directs, semble arriver à ses limites. Elle proposait de marier libéralisme économique et écologie, mais produit une bureaucratie toujours plus complexe pour surveiller des agriculteurs sous pression à chaque

réforme. De plus, elle ne suffit plus à calmer les critiques politiques et sociétales qui se multiplient. Renvoyer la PA était une stratégie risquée, mais elle permet de questionner la manière dont on pose les problèmes et cherche les solutions en matière d'agriculture.

La volonté des milieux paysans d'étendre la politique agricole à toute la filière alimentaire, de la production à la consommation, a-t-elle des chances de se concrétiser au vu de la diversité des intérêts à concilier?

La question est peut-être celle-ci: avons-nous le choix? Il est de plus en plus évident que les grands enjeux d'aujourd'hui ne pourront être résolus à l'échelle de la production seule: climat, santé publique, biodiversité, justice économique... Les problèmes sont systémiques et demandent à terme des transformations profondes. La manière dont notre société s'alimente, dans toutes ses dimensions (production, transformation, circulation, consommation, déchets), va être amenée à évoluer. Cela demande une vision et une orientation politiques transversales de l'alimentation aptes à surmonter les contradictions actuelles.

© PHOTOS DR



«Les défis de cette année ne se posent pas seulement aux faïtières, mais à chaque famille paysanne de ce pays, relève la direction de l'Union suisse des paysans. C'est à eux d'amener l'agriculture suisse vers le futur.»